

الجمعية التونسية لتفعيل الحق في الاختلاف
Association Tunisienne pour la Promotion du Droit à la Différence



Zoom sur

INFOS

Du 03-08-2015 au 09-08-2015

DOSSIER SUR LA TORTURE

Presse francophone

sources

infos



06-08-2015

A peine relâchés, sept inculpés de nouveaux arrêtés

• Une commission spéciale de l'ARP pour examen du dossier inculpés par le procureur de la République suite à leur implication dans des affaires de terrorisme, sept personnes ont été libérées, mardi dernier par le juge d'instruction près le tribunal de première instance de Tunis, et ce, après six jours de détention préventive. Mais à peine ont-ils quitté les geôles du tribunal, pour être remis en liberté, qu'ils ont été arrêtés de nouveau par les unités sécuritaires, sous les yeux de leurs avocats interloqués. Ces derniers avaient au départ cru à un enlèvement, raison pour laquelle, ils ont décidé d'organiser un sit-in devant le tribunal pour protester contre cette arrestation qu'ils ont qualifiée de « Kidnapping ».

Certains parmi ces avocats ont même prétendu qu'ils « ont constaté des traces de tortures sur les corps de leurs clients ».

Par ailleurs, Anouar Ouled Ali président de l'Observatoire des droits et des libertés a indiqué que les 7 individus en question ont été kidnappés dans des conditions mystérieuses par des personnes à bord dLa polémique a atteint hier son paroxysme à l'ARP, et affecté les débats, qui ont été suspendus suite à une altercation à ce sujet entre deux députés, Mongi Rahoui et le vice-président, Abdelfatah Mourou.

La députée du courant démocratique, Samia Abbou, aurait demandé à prendre la parole, pour revenir sur cette affaire, lors de la séance plénière relative à la loi de finances complémentaire. Mais le

vice-président aurait refusé de la laisser s'exprimer à ce sujet, au prétexte que c'était contraire au règlement intérieur de l'ARP.

e trois voitures, alors qu'ils quittaient les geôles du tribunal.

En attendant de mettre le rapport au procureur, Mohamed Fadhel Mahfoudh, bâtonnier de l'Ordre national des avocats a demandé aux organes de l'inspection judiciaire, ainsi qu'aux services de la médecine légale l'ouverture d'une enquête concernant cinq individus parmi les sept inculpés, qui auraient fait l'objet de torture par les agents de l'ordre.

En effet, la part des choses doit-être de mise, et afin de ne pas revenir aux pratiques de l'ancien régime, car quel que soit l'inculpé, il ne doit pas faire l'objet de mesures discriminatoires qui affectent son intégrité physique, et sa dignité humaine.

Ahmed NEMLAGHI

La Presse
DE TUNISIE

06-08-2015

Le président de la LTDH : Cinq individus portent des traces de torture

Le président de la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'Homme (Ltdh) a affirmé hier qu'il a parlé, à l'hôpital Charles-Nicolle, avec les 5 individus soupçonnés d'être impliqués dans des affaires de terrorisme et arrêtés avant-hier et qu'ils lui ont montré des traces de torture.

Les cinq détenus ont été examinés par un médecin légiste qui a procédé à la détermination des traces de torture et de leurs causes dans son rapport médical, a-t-il précisé.

Ben Moussa a aussi souligné qu'après avoir contacté le ministre de l'Intérieur, il a procédé à la visite des suspects qui sont Wissem Arfaoui, Lamjed Chaâbani, Hassen Ayachi, Idriss Aydi et Ez-Eddine Ben Ali.

07-08-2015

Affaire des sept suspects liés aux crimes terroristes Il n'y a pas eu d'enlèvement ni d'actes de torture...

Selon un membre de la commission spéciale chargée de l'enquête «Il n'y a pas eu d'enlèvement de suspects impliqués dans des crimes terroristes et les traces retrouvées sur leurs corps ne peuvent être associées à des actes de torture», a déclaré Noureddine Ben Achour, député et membre de la commission spéciale chargée de l'enquête sur l'affaire de l'enlèvement et la torture de sept suspects impliqués dans des crimes terroristes par des agents sécuritaires.


«La commission a bien vérifié que cette arrestation a coïncidé avec l'émission d'une décision du procureur de la République, se basant sur des informations relatives à la perpétration d'un crime terroriste au centre-ville, a-t-il précisé dans une déclaration à l'agence TAP.

Il a ajouté que la commission chargée de l'affaire a «auditionné tous les accusés, séparément, sur les éventuels actes de torture qu'ils auraient subis» pour arriver à la conclusion que ces derniers se portent bien et que les corrections qu'ils ont subies ne peuvent être qualifiées d'actes de torture. Ben Achour a, par ailleurs, précisé que les suspects ont fait l'objet d'un examen médical sauf que le rapport n'est pas encore prêt.

Le rapport de la commission parlementaire sur l'affaire sera prêt jeudi soir ou vendredi matin, a-t-il indiqué, après avoir consulté le ministre de la Justice et toutes les parties concernées par l'affaire, avant de le soumettre au président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP).

Par ailleurs, Ben Achour a critiqué l'appel de certains à libérer les suspects car «il y a eu preuve de leur implication à travers des justificatifs et des décisions de justice».

«L'un des suspects avait même affirmé avoir eu un contact direct avec l'un des membres de l'Etat islamique (Daech), pensant même à le rejoindre en Irak», a-t-il ajouté.

	<p>Quant à la question de la promulgation de la loi relative à la révision du code des procédures pénales, en l'occurrence la présence d'un avocat lors de l'enquête préliminaire, Ben Achour a estimé que «la question ne se pose pas tant qu'il s'agit de crimes terroristes». Il a ajouté que la présence de l'avocat avec un suspect impliqué dans des actes terroristes pourrait nuire à la suite de l'enquête.</p> <p>Rappelons que le député Noureddine Ben Achour (Union patriotique libre) a remplacé le député du même parti, Youssef Jouini, au sein de cette commission parlementaire qui est présidée par Bochra Belhadj Hamida, députée du mouvement Nida Tounès.</p>
 <p>05-08-2015</p>	<p>Tunisie: Une commission parlementaire créée pour enquêter "sur la torture d'individus accusés de terrorisme"</p> <p>Le ministre tunisien de l'Intérieur Najem Gharsalli a annoncé, mercredi, la création d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur ce qui a été qualifié de «kidnapping par les forces de sécurité de sept accusés de terrorisme qui ont subi des actes de torture».</p> <p>Le ministre tunisien de l'Intérieur animait une conférence de presse, mercredi matin, au siège du département, dans la capitale Tunis.</p> <p>«Il a été convenu, avec les avocats des accusés, de charger une commission parlementaire (de suivre l'incident) et d'attendre le rapport du ministère public, pour vérifier les allégations en vertu desquelles les accusés auraient subi des actes de torture», a-t-il assuré.</p> <p>Gharsalli a tenu à réfuter que les accusés aient fait l'objet d'un acte de kidnapping, relevant que leur «arrestation de nouveau est intervenue après que de nouvelles donnes ont été disponibles dans l'affaire examinée par le ministère public».</p> <p>«Ces informations ont suscité leur arrestation de nouveau après leur</p>

élargissement par la justice», a-t-il encore dit.

Sur un autre plan, le ministre de l'Intérieur a affirmé que «plus de 1230 personnes sont impliquées dans des affaires liées au terrorisme, qui attendent d'être traduites devant les tribunaux».

Gharsalli a relevé que le ministère de l'Intérieur fait l'objet «d'une vaste campagne de dénigrement qui tente de porter atteinte au moral des forces de l'ordre».

De son côté, Mohamed Ennaceur, président du parlement tunisien a annoncé, mercredi, au cours d'une séance plénière de l'Assemblée des Représentants du Peuple (APR), la mise sur pied d'une commission parlementaire dans ce qui a été baptisé «affaire d'enlèvement de sept accusés devant la Cour d'appel de Tunis, mardi, après leur libération».

Samia Abbou, députée du «Courant Démocratique» (opposition) avait prétendu «l'arrestation de sept accusés dans des affaires liées au terrorisme, qui ont été libérés par le procureur général adjoint».

Elle avait ajouté, mardi soir, que «Le procureur général adjoint avait constaté à l'oeil nu les traces de torture physique sur les corps des accusés», appelant l'Assemblée à «se mobiliser immédiatement pour enquêter sur cette affaire».

Rachid Jarray – Yemna Selmi

مقالات باللغة العربية

المصدر	المقال
 <p>06-08-2015</p>	<p>على إثر حادثة ايقاف 7 متهمين في محكمة تونس الابتدائية: هيئة المحامين تندد.. والمرصد يوضح</p> <p>اثارت حادثة اعادة ايقاف 7 مظنون فيهم من القيروان من قبل عناصر امنية بعد ان قرر قاضي التحقيق بمحكمة تونس الابتدائية الافراج عنهم و الابقاء عليهم بحالة سراح جدلا واسعا بين الجهات القانونية و وزارة الداخلية.</p> <p>اذ دعت الهيئة الوطنية للمحامين وزارة الداخليّة ورئاسة الحكومة إلى تحمّل مسؤولياتها في تطير بعض الأعوان ومساءلة كلّ من تعلّقت به شبهة التّجاوز في تحقيق تضمن فيه مبادئ الجديّة والشفافيّة وعدم الإفلات من العقاب.</p> <p>وجاء موقف الهيئة على اثر إعلام المحامين النّائبين في القضية التّحقيقية عـ36679— المتعلّقة بإحالة سبعة من المظنون فيهم بأفعال يشملها قانون مكافحة الإرهاب وما تلاها من وقائع تتعلّق بإبقائهم بحالة سراح وتعهّد المساعد المكلف بقضايا التّعذيب بشكاية في خصوص تعرّض خمسة من بين المظنون فيهم للتّعذيب والاحتفاظ بهم إثر ذلك من قبل أعوان بالزّي المدنيّ ونقلهم على متن سيارات دون وضوح في الإجراءات.</p> <p>وذكر عميد المحامين السّلط العموميّة وأعوان قوى الأمن الداخليّ أنّ الإرهاب كشكل متقدّم من أشكال الجريمة المنظمة التي تستهدف الدولة والمجتمع لا يمكن أن تنجح مقاومته إلا بالثّقة في مؤسّسات الدولة واحترام القانون والانضباط له والتدريب الجيد، والمستمر لأعوان الأمن، والتّقييم المتواصل لأدائهم الفرديّ والجماعيّ.</p> <p>و يؤكّد أنّ ما قد يحصل من تجاوزات في طور البحث الابتدائيّ لا يمكن تفاديه إلا بإقرار ضمانات المحاكمة العادلة بحضور المحامي لدى الباحث الابتدائيّ ، ودعت الحكومة ومجلس نواب الشّعب إلى الإسراع في إصدار القانون المتعلّق بتنقيح مجلّة الإجراءات الجزائيّة والذي يكرّس حضور المحامي بالبحث الابتدائيّ بما يدعم ضمانات المحاكمة العادلة ويفعل مبادئ الفصلين 27 و 29 من الدّستور ويضمن حقوق جميع الأطراف.</p> <p>وطالب عميد المحامين السّلط القضائيّة وأجهزة التّفقد الإداريّ ومصالح الطبّ الشرعيّ بفتح تحقيق جديّ وعاجل وعرض المعنيين على الطبّ الشرعيّ لكشف التّجاوزات وتحديد المسؤوليات بغاية الإصلاح الجديّ والحقيقيّ للمؤسّسة الأمنيّة.</p>

من جانبه اوضح المرصد التونسي لاستقلال القضاء أنه بلغ الى علمه من مصادر مباشرة لدى المحكمة الابتدائية بتونس أنه تم بداية من الساعة الحادية عشرة من مساء يوم الثلاثاء 04 أوت 2015 الاذن من قبل النيابة العمومية بالمحكمة المذكورة للسلطات الامنية بالاحتفاظ بالمتهمين السبعة في احدى القضايا الارهابية بعد أن تم الاذن باطلاق سراحهم من قبل قاضي التحقيق المتعهد بملف القضية.

واضاف المرصد أن الاحتفاظ قد تم بناء على أدلة جديدة تشير الى شبهة ارتكاب هؤلاء لعمليات ارهابية حسب نفس المصادر

ايمان بن عزيزة

الطبيب الشرعي يرفض تسليم تقرير معاينة الموقوفين للنواب وتهديدات بالاستقالة



07-08-2015

علمت "الشروق أون لاين" ان الطبيب الشرعي الذي عاين الموقوفين بشبهة الانتماء الى تنظيم ارهابي والذين يُشتبه في تعرضهم الى التعذيب, رفض تقديم تقريره الى اللجنة البرلمانية المكلفة بمتابعة هذا الملف والتحقق من مدى تعرض الموقوفين الى تعذيب لانتراع اعترافات منهم.

رفض الطبيب وادارة مستشفى شارل نيكول تسليم التقرير للنواب خلف حالة امتعاض كبرى في صفوف اعضاء اللجنة ويُنتظر إن يستقيل عدد منهم ان تواصل الرفض.

سرحان الشياخي



05-08-2015

القضاة يردون على وزير الداخلية

أصدر المرصد التونسي لاستقلال القضاء اليوم الأربعاء بيانا اكد فيه أن عملية إعادة احتجاز المتهمين السبعة بالارهاب غير قانونية.

وقال المرصد إن اذن النيابة العمومية بإعادة ايقافهم صدر على الساعة الحادية عشر من مساء امس في حين ان الاحتجاز وقع على الساعة السادسة مساء وما وصفه محامون بـ"عملية اختطاف". واعتبر محرر البيان أن هذه المعطيات تتناقض مع تصريح أدلى به وزير الداخلية

اليوم 05 أوت 2015، يشار إلى قاضي التحقيق قرر أمس إطلاق سراح هؤلاء قبل ان يتم إعادة احتجازهم من فرقة أمنية متخصصة في الارهاب ونقلهم إلى مركب القرجاني. وتم الاحتفاظ بهم بناء على أدلة جديدة تشير الى شبهة ارتكاب هؤلاء لعمليات ارهابية. ووفق بيان القضاة فقد تمسك المتهمون لدى قاضي التحقيق بحصول تعذيبهم وتمت معاينة الاثار المترتبة عن ذلك وقد اذنت النيابة العمومية بعرض المتهمين على الفحص الطبي للبت في طلب فتح تحقيق بخصوص عمليات التعذيب ولم يتم الى الان احالة التقرير الطبي المتعلق بذلك. يشار إلى ان وزير الداخلية، محمد ناجم الغرلسي، اكد اليوم الاربعاء، أن عملية إعادة إيقاف سبعة متهمين أمس الثلاثاء بثكنة القرجاني تمت بموجب إذن قضائي صادر عن مساعد وكيل الجمهورية بالمحكمة الابتدائية بتونس. وأضاف وزير الداخلية، في ندوة صحفية، أن عملية إعادة إيقاف المتهمين قانونية وجاءت بناء على معلومات تفيد تورطهم في مخططات إرهابية وليست عملية إختطاف كما روج لها، مبينا أن المعطيات الجديدة معقدة و لها إمتدادات داخلية وخارجية سيتم الكشف عنها قريبا

عضو باللجنة البرلمانية المكلفة بالتحقيق: هذه حقيقة اختطاف عناصر «خلية القيروان» و«تعذيبهم»

قال النائب نور الدين بن عاشور، عضو اللجنة البرلمانية المكلفة بإذن من رئيس الحكومة، بالبحث في مسألة «اختطاف 7 متهمين من قبل أعوان أمن وتعرضهم للتعذيب»، إنه «تبين للجنة من خلال متابعتها للمسألة والتحقيق مع المعنيين بالأمر، أنه لم يقع اختطافهم وأن الآثار». «على أجسادهم التي تم الحديث عنها مؤخرا لا ترتقي إلى درجة التعذيب وبين بن عاشور في تصريح لـ(وات)، أن اللجنة تأكدت من أن «عملية إعادة إيقاف المتهمين في جرائم إرهابية، تزامنت مع إذن صادر عن وكيل الجمهورية، بناء على ورود معطيات حول القيام بجريمة إرهابية وسط البلاد»، حسب ما جاء على لسانه. كما أكد أن اللجنة المكلفة «استمعت إلى المتهمين، فردا فردا، بخصوص تعرضهم للتعذيب وتبين لها أنهم في حالة جيدة وأن ما تم الحديث عنه لا يرتقي إلى درجة التعذيب»، مضيفا أنه «تم عرض المتهمين على الفحص الطبي ولم يصدر التقرير في شأنهم بعد وقال النائب إن» تقرير اللجنة البرلمانية حول المسألة سيكون جاهزا على الأرجح، عشية أمس أو صباح اليوم وذلك بعد ملاقة وزير العدل والأطراف المعنية بالقضية، ليتم في ما بعد «تسليمه إلى رئيس مجلس النواب».



07-08-2015

وبعد أن أشار إلى ضرورة احترام قرارات السلطة القضائية، انتقد بن عاشور «مناداة البعض بإطلاق سراح المتهمين، نظرا لوجود قرارات وقرائن تدينهم»، حسب رأيه، قائلا «إنّ أحد المتهمين وفي حديثه إلى اللجنة، أكد أنه كان باتصال مباشر مع أحد عناصر تنظيم الدولة «الإسلامية (داعش) وكان يفكر في الالتحاق به في العراق

وحول مطالبة البعض للحكومة وللبرلمان بالإسراع في إصدار القانون المتعلق بتنقيح مجلة الإجراءات الجزائية الذي يكرس حضور المحامي بالبحث الابتدائي، بما يضمن ضمانات المحاكمة العادلة، اعتبر بن عاشور أنه «لا يمكن الحديث عن هذه المسألة إذا ما تعلق التهم «بالإرهاب

ولاحظ أنّ «المشرع هدفه حماية المجتمع في مثل هذه القضايا، لأن حضور محام مع متهم تعلق به شبهة إرهاب، قد يؤدي إلى فضح نتائج البحث والحيلولة دون مسك بقية العناصر في «صورة تورط هذا الأخير

يذكر أنّ نور الدين بن عاشور، (الإتحاد الوطني الحر) حل محل النائب عن الحزب ذاته، يوسف الجويني، في اللجنة البرلمانية المكلفة بإعداد التقرير والتي ترأسها النائبة عن نداء تونس، بشرى بلحاج حميدة

Radio

Sources

Infos



07-08-2015

La commission d'investigation sur 'l'enlèvement' de présumés terroristes à El Gorjani

Aymen Aloui, membre de la commission parlementaire chargée de l'investigation dans l'affaire "d'enlèvement" de sept présumés terroristes par les agents de police, a indiqué à Mosaïque FM que la commission a visité le siège de la police judiciaire d'El Gorjani à Tunis.

Les membres de la commission ont vérifié l'état des accusés. Certains accusés ont assuré qu'ils ont été torturés, mais il n'y a pas de traces visibles de violence sur leurs corps, a assuré Aymen Aloui.

La commission attend le rapport du service de médecine légale avant de préparer son rapport, a ajouté Aloui.



06-08-2015

N.Ben Achour : les traces sur les corps des détenus ne sont pas dues à la torture

Le député, Noureddine Ben Achour, membre de la commission parlementaire, chargée par le chef du gouvernement d'enquêter sur "l'enlèvement" de sept accusés de terrorisme, par des agents de sécurité, a indiqué que la commission a constaté suite pendant l'enquête que les individus concernés n'ont pas été enlevés et que les traces visibles sur leurs corps ne sont pas dues à la torture.



05-08-2015

إعادة إيقاف 7 أشخاص متهمين في قضايا إرهابية : وزارة العدل توضح الأسباب

أكدت وزارة العدل، اليوم الأربعاء، أن إيقاف 7 أشخاص متهمين بالانتماء لتنظيمات إرهابية تم على خلفية أفعال إرهابية جديدة.

وأوضحت الوزارة في بلاغ إعلامي أنه "على إثر ما تردد بخصوص عملية الإيقاف وما رافقها من اتهامات بالاختطاف والتعذيب، فإن الجهة المختصة تولت إيقاف المتهمين السبع على خلفية أفعال إرهابية جديدة تم اكتشافها ويشتهر في تورطهم فيها وأضافوا الوزارة أنها بصدد التثبت من وجود آثار للتعذيب على الموقوفين من عدمه، مجددة التزامها بتتبع ومقاضاة من تثبت ممارسته لجريمة التعذيب وذلك حرصاً على تطبيق القانون و ضماناً للحرمة الجسدية للأفراد

من جهة أخرى، دعت وزارة العدل في بلاغها إلى مزيد تدعيم العمل المتكامل والتنسيق المستمر بين الجهات القضائية وممثلي الضابطة العدلية وأعاون الأمن لمجابهة الإرهاب والكشف عن الجرائم لإرهابية، وذلك قصد تحقيق الفاعلية والنجاحة في التصدي للأعمال الإرهابية في إطار احترام حقوق الإنسان و ضمانات المحاكمة

العادلة.

وكان وزير الداخلية ناجم الغرسلي قد شدد في مؤتمر صحفي على أن إعادة إيقاف المتهمين السبعة أمس الثلاثاء بثكنة القرجاني تمت بموجب إذن قضائي صادر عن وكيل الجمهورية بالمحكمة الابتدائية بتونس، مؤكدا أنها عملية "قانونية" وجاءت بناء على معلومات تفيد تورطهم في مخططات إرهابية، وليست إختطافا كما روج لها، مبينا أن المعطيات الجديدة معقدة و لها إمتدادات داخلية وخارجية سيتم الكشف عنها قريبا



05-08-2015

المحامون يدعون للتحقيق في تعذيب متهمين بالإرهاب

دعت الهيئة الوطنية في بيان أصدرته اليوم الأربعاء إلى فتح تحقيق بشأن شبهة تعذيب تعرض إليها موقوفون في قضايا إرهابية وطالبت في بيانها الذي أصدرته على اثر حادثة "اختطاف" أمنيين لموقوفين أصدر قاضي التحقيق سراحا لفائدتهم، بالإسراع في تنقيح المجلة الجزائية لضمان حضور المحامي مع موكله في البحث الابتدائي.

يشار إلى أن وزير الداخلية محمد ناجم الغرسلي أوضح في وقت سابق من اليوم في ندوة صحفية أنه لم يثبت أي تجاوز من طرف الأعوان وإدارة الأبحاث بشأن عملية نقل الموقوفين السبعة إلى القرجاني لمواصلة التحقيق معهم

وأكد وزير الداخلية أن إعادة إيقاف هذه العناصر، التي قيل إنها تعرضت للتعذيب، تم بموجب إذن قضائي صدر عن وكيل الجمهورية بالمحكمة الابتدائية بتونس



06-08-2015

لجنة التحقيق في تعذيب متهمين بالإرهاب : الأثار على أجسادهم لا ترتقي إلى درجة التعذيب

قال النائب نورالدين بن عاشور، عضو اللجنة البرلمانية المكلفة بإذن من رئيس الحكومة، بالبحث في مسألة "إختطاف 7 متهمين من قبل أعوان أمن وتعرضهم للتعذيب"، إنه "تبين للجنة من خلال متابعتها للمسألة والتحقيق مع المعنيين بالأمر، أنه لم يقع إختطافهم وأن الأثار على أجسادهم التي تم الحديث عنها مؤخرا لا ترتقي إلى "درجة التعذيب".

وبين بن عاشور في تصريح لوكالة تونس إفريقيا للأنباء، أنّ اللجنة تأكدت من أنّ "عملية إعادة إيقاف المتهمين في جرائم إرهابية، تزامنت مع إذن صادر عن وكيل الجمهورية، بناء على ورود معطيات حول القيام بجريمة إرهابية وسط البلاد"، حسب ما جاء على لسانه

كما أكد أن اللجنة المكلفة "استمعت إلى المتهمين، فردا فردا، بخصوص تعرضهم للتعذيب وتبين

لها أنهم في حالة جيدة وأن ما تم الحديث عنه لا يرتقي إلى درجة التعذيب"، مضيفاً أنه "تم عرض المتهمين على الفحص الطبي ولم يصدر التقرير في شأنهم بعد". وقال النائب إن "تقرير اللجنة البرلمانية حول المسألة سيكون جاهزاً على الأرجح، عشية اليوم أو صباح الغد وذلك بعد ملاقة وزير العدل والأطراف المعنية بالقضية، ليتم في ما بعد تسليمه إلى رئيس مجلس النواب".

بعد أن أشار إلى ضرورة احترام قرارات السلطة القضائية، انتقد بن عاشور "مناداة البعض بإطلاق سراح المتهمين، نظراً لوجود قرارات وقرائن تدينهم"، حسب رأيه، قائلاً "إن أحد المتهمين وفي حديثه إلى اللجنة، أكد أنه كان باتصال مباشر مع أحد عناصر تنظيم الدولة الإسلامية (داعش) وكان يفكر في الإلتحاق به في العراق".



07-08-2015

Quatre ONG réclament des poursuites contre les auteurs de crimes de torture

Quatre **organisations** de défense des **droits de l'Homme** ont condamné, vendredi 7 août 2015, la "*réurrence des pratiques de torture*" dans les centres de détention et en milieu carcéral. "*Ces pratiques confortent la culture de la violence*", ont-elles estimé, ajoutant que l'extorsion des aveux par la violence sont toujours d'actualité.

Ces **ONG** ont réclamé, dans une déclaration commune, la **reddition des comptes** de toute personne impliquée dans des **crimes de torture** pour garantir la suprématie de la loi et lutter contre l'impunité.

Cette requête intervient suite à l'**examen médical** effectué sur 5 suspects impliqués dans une affaire liée au terrorisme. Le président de la **Ligue tunisienne des droits de l'Homme** (LTDH) a confirmé que "*les suspects portaient des traces de torture*" suite à sa visite à l'hôpital.

Les organisations des droits de l'Homme ont appelé le gouvernement et l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) à accélérer l'**adoption** de la loi relative à la révision du code pénal qui autorise la **présence d'un avocat** au cours de l'interrogatoire, dans un souci de garantir un **procès équitable**.

Elles ont, également, souligné l'impératif de **réformer le système sécuritaire et pénitentiaire** afin de contraindre les agents sécuritaires à se conformer à la loi

pour éviter toute forme d'abus.

Les signataires de la déclaration sont:

- Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (**REMDH**)
- Association Vigilance (**Yakadha**)
- **Forum tunisien** pour les droits économiques et sociaux
- **Commission** pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie.



05-08-2015

Affaire des 7 détenus : la LTDH condamne les actes de torture et demande une enquête

La Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LTDH) a condamné, ce mercredi, la torture dans toutes ses formes et a demandé l'ouverture d'une enquête sur l'affaire des 7 détenus.

Ces derniers ont été arrêtés, une deuxième fois, pour affiliation à des groupes terroristes. La LTDH a déclaré dans son communiqué que l'adjoint du procureur de la République aurait décelé de potentielles traces de tortures sur les corps des 5 détenus examinés.

Suite à cela, il aurait exigé l'examen du médecin légal et aurait décidé de les relâcher. Mais les suspects ont de nouveau été arrêtés pour implication dans une autre affaire criminelle.

La ligue a notamment demandé l'ouverture d'une enquête sur ces cas de torture, ajoutant que rien ne saurait justifier de tels procédés.

Communiqués

Sources

Communiqués



05-08-015

الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان
Ligue Tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme



تونس في 05 أوت 2015

بلاغ

بعد أن أتصل العميد عبد الستار بن موسى رئيس الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان بوزير الداخلية تولى زيارة المشتبه بهم وسام عرفاوي ولمجد الشعباني وحسان عياشي وإدريس العايدي وعز الدين بن علي والتحدث معهم بمستشفى شارل نيكول تونس أين كشفوا له عن أثار التعذيب وتم عرضهم على الفحص الطبي بواسطة الطبيب الشرعي الدكتور أحمد بانصر الذي تولى معاينة أثار التعذيب وسوف سيحدد أسبابها ومخلفاته بتقارير طبية.

عن الهيئة المديرة للرابطة
الرئيس

الرئيس عبد الستار بن موسى

عن حقوق الإنسان
Ligue Tunisienne pour la Défense
des Droits de l'Homme
Tunis 1000 - Fax : 71.257.005

43-45 شارع الحبيب بورقيبة عمارة الكوليزي مدرج ب الطابق 2 عم 257-دد - 1000 تونس / الهاتف : 71.258.000 - الفاكس : 71.257.005
البريد الإلكتروني : contact@ltdh.tn

الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان
Ligue Tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme



تونس في 05 أوت 2015

بيان

على إثر الإعلام الصادر من المحامين النانيين في القضية التحقيقية عد-36679دد التي
موضوعها إحالة 7 من المشتبه فيهم في قضية تتعلق بالإرهاب من بينهم 3 طلبة

وبعد أن عاين السيد مساعد وكيل الجمهورية المكلف بقضايا التعذيب آثار التعذيب البادية
على 5 منهم أذن بعرضهم على الفحص الطبي.

وعلى إثر البحث قرر السيد قاضي التحقيق إبقاءهم في حالة سراح.

إلا أنه تم إيقاف المضمون فيهم مجددا وإقتيادهم إلى مركز الإيقاف بالقرجاني بتعلة وجود
ملف جنائي ثاني.

وإنطلاقا من مواقفها المناهضة للتعذيب والمطالبة بضرورة صيانة الحرمة الجسدية
والكرامة البشرية فإن الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان تتدد بأعمال التعذيب مهما
كانت مبرراتها وتطالب بفتح تحقيق في شأنها.

كما تؤكد الرابطة مجددا بأن مكافحة الإرهاب وإن كانت أولوية وطنية فإنها لا تكون على
حساب دؤس الحقوق والحريات والإعتداء على الحرمة الجسدية والمعنوية.

وتطالب الرابطة مجلس نواب الشعب الإسراع بإصدار القانون المتعلق بتنقيح أحكام مجلة
الإجراءات الجزائية وخاصة تمكين المحامي من الحضور أمام باحث البداية منذ الوهلة الأولى
للإيقاف وذلك تماثيا مع أحكام الدستور.

وتدعو الرابطة السلطة التنفيذية وخاصة وزارتي الداخلية والعدل إلى تحمل مسؤولياتها في
إصلاح المنظومة الأمنية والقضائية وتأطير الأعوان بالمصالح الأمنية والسجنية ومساءلة كل
من يتورط في سوء المعاملة أو التعذيب قصد وضع حد للإفلات من العقاب.

عن الهيئة المديرة للرابطة

الرابطة التونسية للدفاع
عبد الستار بن موسى

43-45 شارع الحبيب بورقيبة عمارة الكوليزي مترج ب الطابق 2 - 257-دد - 1000 تونس / الهاتف : 71.258.000 - الفاكس : 71.257.005
البريد الإلكتروني : contact@ltdh.tn



06-08-2015

En finir avec la torture

Les associations signataires, tout en appelant à la lutte contre le terrorisme, à son éradication par les moyens de la loi et à l'intransigeance avec les criminels auteurs de chaos, tiennent à souligner que cette lutte ne doit pas faire fi des principes des droits de l'Homme et des garanties d'un procès équitable. Les personnes impliquées dans les actes terroristes ne peuvent, de ce fait, être soumises à la torture, ni à toute autre atteinte à leur intégrité physique.

A la suite l'examen médical de marques de coups et de brutalité sur les détenus suspectés de terrorisme dans l'affaire 36679 ;
après les déclarations du président de la LTDH qui a visités les prévenus à l'Hôpital Charles Nicolle et constaté des traces de torture ;
et en attendant le rapport médical final,

les associations signataires :

- dénoncent la multiplication des cas de tortures dans les centres de détention comme dans les prisons, révélateurs de la persistance des violences policières pour l'extorsion des aveux et de « la culture » qui va avec,
- exigent la poursuite de toutes les personnes convaincues d'exercice de la torture afin de faire respecter la loi et d'en finir avec l'impunité,
- demandent au gouvernement et à l'ARP la promulgation sans délai de la loi relative à l'amendement du Code de procédure pénale autorisant la présence d'un avocat lors des premiers interrogatoires conformément aux exigences du procès équitable,
- Soulignent la nécessité de réformer le système de sécurité et le régime pénitentiaire afin de faire respecter la loi par les agents et prévenir les abus de pouvoir.

Signataires :

Vigilance

FTDES

CRLDHT

Euromed Rights

Syndicat National des Journalistes Tunisiens

Téles et réseaux sociaux

Sources

Infos



nlessma
la télé du grand maghreb

07-08-2015

أربع منظمات حقوقية تطالب بمحاسبة كل من يتورط في التعذيب

نددت أربع منظمات حقوقية اليوم الجمعة بـ"تواتر مظاهر التعذيب سواء كان ذلك داخل مراكز الإيقاف أو داخل السجون، معتبرة أن ذلك يؤكد أن ثقافة العنف وانتزاع الاعترافات لازالت قائمة". وسارية المفعول.

وأفادت هذه المنظمات في بيان مشترك، أنه إثر علمها بعرض 5 متهمين في قضية متعلقة بشبهة الإرهاب على الفحص الطبي بسبب تعرضهم إلى الضرب والتعنيف وبعد تأكيد رئيس الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان إثر زيارته لهم بالمستشفى أن المشتبه فيهم يحملون آثار التعذيب، فإنها تطالب بإحالة كل من يثبت تورطه في جرائم التعذيب على المحاسبة ضمانا لسيادة القانون ولعدم الإفلات من العقاب.

ودعت الحكومة ومجلس نواب الشعب للإسراع بإصدار القانون المتعلق بتنقيح المجلة الجزائية الذي يخول حضور المحامي لدى الباحث الابتدائي، دعما لمتطلبات المحاكمة العادلة، مؤكدة على ضرورة إصلاح المنظومة الأمنية والسجنية بما يجعل الأعوان يلتزمون باحترام القانون ولعدم الانزلاق إلى التجاوزات.

وشددت هذه المنظمات على أن ضرورة مكافحة الإرهاب واقتلاع جذوره بالطرق القانونية المشروعة وعدم التسامح مع دعاة الفوضى والقتل، معتبرة أن ذلك لا يمكن أن يتحقق إلا باحترام المبادئ العامة لحقوق الإنسان وبضمانات المحاكمة العادلة وصيانة الحرمة الجسدية للمتهمين

.والتصدي لمظاهر التعذيب

وتتمثل المنظمات الموقعة على هذا البيان المشترك في الشبكة الأورو-متوسطية لحقوق الإنسان وجمعية يقظة من أجل الديمقراطية والدولة المدنية والمنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية واللجنة من احترام الحريات وحقوق الإنسان في تونس



الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الانسان تندد بأعمال التعذيب وتدعو إلى فتح تحقيق

نددت الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الانسان، اليوم الاربعاء، بأعمال التعذيب مهما كانت مبرراتها، وطالبت بفتح تحقيق في شأنها وذلك على خلفية إعلام صادر عن محامين ينوبون 7 أشخاص مشتبه فيهم في قضية تتعلق بالإرهاب

وذكرت المنظمة، في بيان لها، أن مساعد وكيل الجمهورية المكلف بقضايا التعذيب عاين آثار تعذيب بادية على 5 من المشتبه فيهم وأنه أذن بعرضهم على الفحص الطبي، كما أن قاضي التحقيق قرر إثر البحث إبقاءهم في حالة سراح إلا أنه تم إيقاف المضمنون فيهم مجددا واقتيادهم إلى مركز الإيقاف بالقرجاني بتعلة وجود ملف جنائي ثان

وأكدت الرابطة أنها تندد بما تعرض له المشتبه فيهم مهما كانت المبررات وذلك انطلاقا من مواقفها المناهضة للتعذيب والداعية إلى ضرورة صيانة الحرمة الجسدية والكرامة البشرية، مطالبة بفتح تحقيق في شأن تلك الوقائع

من جهة ثانية، أكدت الرابطة مجددا بأن مكافحة الإرهاب وإن كانت أولوية وطنية فإنها لا تكون على حساب دُوس الحقوق والحريات والاعتداء على الحرمة الجسدية والمعنوية، وفق نص البيان.

وطالت هذه المنظمة الحقوقية مجلس نواب الشعب بالإسراع بإصدار القانون المتعلق بتنقيح أحكام مجلة الإجراءات الجزائية وخاصة تلك المتعلقة بتمكين المحامي من الحضور أمام باحث البداية منذ الوهلة الأولى للإيقاف وذلك تماشياً مع أحكام الدستور

ودعت الرابطة وزارتي الداخلية والعدل إلى تحمل مسؤولياتها في إصلاح المنظومة الأمنية والقضائية، وتأطير الأعوان بالمصالح الأمنية والسجنية، ومساءلة كل من يتورط في سوء معاملة أو تعذيب قصد وضع حد للإفلات من العقاب

وكان رئيس الرابطة، العميد عبد الستار بن موسى قد التقى 5 من المشتبه فيهم اليوم الأربعاء وقال إن الموقوفين كشفوا له عن أثار تعذيب